Grain de Sable n° 450

7 janvier 2004

attac

Deux poids, deux mesures

Dans ce numéro

1. – **LE PACTE DESTABILISE**
(par Michel Husson, membre du Conseil scientifique d'Attac France) article paru dans *Politis* n°780

Après l'enterrement du Pacte de stabilité, l'échec de la Conférence Intergouvernementale sur le projet de Constitution marque l'ouverture d'une crise profonde de la construction européenne. Cette crise est en grande partie l'expression de contradictions non résolues, que l'embellie 1997-2001 avaient provisoirement gommées. Il y a d'abord la politique budgétaire menée en France et en Allemagne, qui s'est révélée incompatible avec les règles du Pacte ; mais pas pour de bonnes raisons, qui tiendraient à la préférence pour une politique économique plus favorable à l'emploi contre l'application aveugle des préceptes «stupides» du Pacte (il fallait le culot minable d'un Raffarin pour suggérer une telle interprétation). En réalité, l'augmentation du déficit budgétaire au-delà des fatidiques 3 % de PIB est, aussi bien en France qu'en Allemagne, le produit d'une politique sans doute encore plus stupide que le Pacte lui-même, qui consiste à baisser les impôts dans une conjoncture adverse.

Le creusement du déficit n'est pas provoqué par une augmentation «keynésienne» des dépenses mais par une baisse des recettes. Elles représentent 14,6 % du PIB dans le budget français de 2003, contre 17 % en 1999. Le simple maintien de ce taux de prélèvement aurait permis, compte tenu de la baisse relative des dépenses, d'amener le déficit en dessous d'un point de PIB. Ce déficit, loin d'être «de gauche», est donc un déficit typiquement libéral, qui revient à servir une rente, sous forme d'intérêts de la dette publique, à cette même couche sociale étroite qui bénéficie des baisses d'impôts. La dette publique qui s'accumule ainsi ne doit donc pas être interprétée comme une charge pour les générations futures, mais comme un instrument de transfert de revenu des contribuables vers les rentiers détenteurs d'obligations d'Etat. Et ce transfert a lieu chaque année : en 2003, il représente une somme considérable qui avoisine les 45 milliards d'euros et constitue l'un des principaux postes du budget. Une véritable politique de gauche consisterait à réduire un tel déficit par une refiscalisation des revenus du capital.

Ce n'est donc pas au nom d'une autre politique que la France et l'Allemagne ont pris leurs distances par rapport au Pacte, encore moins pour défendre un modèle social que chacun des deux gouvernements (qu'il soit de droite en France ou de gauche en Allemagne) s'efforce de « démonter » au moyen par de contre-réformes résolues. L'équilibre budgétaire reste évidemment la cible et – comme c'est déjà le cas à propos de la Sécu –, le déficit va servir de justification à un ajustement néo-libéral, qui passe par une réduction supplémentaire des budgets sociaux, et dans l'immédiat par le recul du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Si la rupture de discipline à l'égard du Pacte ne dessine donc pas une alternative, elle vide de son contenu un instrument de régulation indispensable. Quand on fait une monnaie commune, on se trouve en effet dans une situation nouvelle : il n'y a plus de politique monétaire ou de change possible puisque chaque monnaie nationale s'est fondue dans l'euro. La politique budgétaire est quant à elle libérée d'une contrainte, puisque la dette publique est libellée en euros et non plus en monnaie nationale. Cela rend possible des comportements dits de « passager clandestin » où un Etat s'endette sans en supporter toutes les répercussions, notamment en matière de taux d'intérêt. Elles sont en quelque sorte mutualisées alors que, par définition, le taux de change de la monnaie n'est pas menacé. C'était la fonction technique du Pacte de remplacer la contrainte disparue afin d'empêcher de telles dérives budgétaires.

On peut prolonger ce constat pour montrer que la base économique de la crise réside dans la sensibilité différente de chaque économie nationale à la basse conjoncture

et à la baisse du dollar. On pourrait parler ici de « revanche du Club Méditerranée », car ce sont les pays qui sont entrés dans l'euro avec un taux de change trop fort, comme l'Allemagne et la France, qui tirent le plus mal leur épingle du jeu. Sur la dernière décennie, la croissance a été nettement inférieure (1,6 %) dans la « zone franc-mark » (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg) par rapport au reste de l'Union européenne (2,3 %) et en particulier à un groupe de pays (Espagne, Royaume-Uni, Irlande et Finlande) qui a connu une croissance moyenne de 2,8 %, voisine de celle des Etats-Unis. Cette différenciation accrue va durablement faire obstacle à la coordination des politiques néo-libérales en Europe.

2. – **FAITES CE QUE LES ETATS-UNIS DISENT MAIS PAS CE QU'ILS FONT**

(par Joseph Stiglitz, Professeur d'économie à l'Université de Columbia, Prix Nobel et auteur de « Globalisation and its Discontents ».)

Traduit/relu par Narain Jasodanad et Karine Debarge, traducteurs bénévoles de Coorditrad, et publié dans le « Grain de sable » avec l'autorisation de l'auteur et du Guardian qui publia ce texte en anglais.*

L'Amérique prêche l'économie de marché, mais à l'intérieur du pays c'est une autre histoire.

Aujourd'hui pour réussir, beaucoup d'économies émergentes, de l'Indonésie au Mexique, sont invitées à adopter un certain code de conduite et l'argument est clair : voilà ce que les pays riches ont fait et font, et si vous voulez être de ceux-là, vous n'avez qu'à faire comme eux. Les réformes seront dures, les « droits acquis » résisteront, mais si vous avez assez de détermination politique, vous en récolterez les bénéfices.

Chaque pays présente d'abord une liste de ce qui doit être fait et chaque gouvernement est tenu responsable de sa réalisation. Dans cette liste, figurent en première place la maîtrise du budget et le contrôle de l'inflation mais les projets de réformes structurelles sont aussi présents. Dans le cas du Mexique, l'ouverture du marché de l'industrie électrique, que la constitution mexicaine réserve à l'Etat, est devenue la réforme structurelle du jour exigée par l'Occident. Ainsi, les analystes vantent les performances du Mexique en ce qui concerne le budget et l'inflation mais critiquent le manque de progrès dans la réforme du secteur énergétique.

Ayant été intimement impliqué dans la mise en place de la politique économique américaine, j'ai toujours été surpris par la différence entre la politique économique que les Etats-Unis veulent imposer aux pays du tiers-monde et celle qu'ils pratiquent à

l'intérieur. Les Etats-Unis ne sont pas les seuls : la plupart des autres pays développés ou en développement continue à poursuivre des politiques « hérétiques ».

Par exemple, les deux partis politiques dominants des Etats-Unis sont d'accord pour dire que lors d'une récession, il est non seulement admissible mais hautement conseillé de présenter un budget déficitaire. Et pourtant, on demande aux pays en voie de développement de veiller à ce que les banques centrales se concentrent sur la stabilité des prix. La banque centrale américaine, la Federal Reserve Board, elle, a le devoir d'équilibrer la croissance, l'emploi et l'inflation, ce qui lui vaut ainsi le soutien populaire.

Alors que les défenseurs de la libre entreprise critiquent la politique d'aide aux industries, aux Etats-Unis le gouvernement soutient activement les nouvelles technologies et ce depuis très longtemps. La première ligne télégraphique a été posée par le gouvernement fédéral américain en 1842. L'internet a été développé par les militaires américains, et beaucoup d'avancées technologiques américaines récentes sont le fruit de recherches dans la biotechnologie et la défense financées par le gouvernement américain.
Alors que l'on demande à beaucoup de pays de privatiser leur système de sécurité sociale, le système public américain est efficace - les coûts d'opération représentant une fraction seulement des rentes - et les bénéficiaires en sont satisfaits.

Alors que le système de sécurité sociale américain fait face actuellement à un problème de sous-financement, c'est également le cas pour bon nombre de fonds de retraite privés. Dans le système public de retraite, les personnes âgées sont prémunies contre l'inflation et les fluctuations du marché boursier, ce qui n'est pas le cas pour les fonds privés.

Beaucoup d'aspects de la politique économique américaine contribuent de façon significative aux succès économiques du pays, mais ne sont presque jamais soulignés dans les discussions sur les stratégies de développement. Les Etats-Unis ont eu depuis plus d'un siècle des lois anti-trusts très sévères, qui ont pu servir à casser les monopoles dans plusieurs secteurs comme celui du pétrole. Dans certaines économies émergentes, les monopoles exercés sur le secteur des télécommunications sont en train de bloquer le développement de l'internet, affectant ainsi la croissance économique en général. Dans d'autres pays, les monopoles dans le secteur du commerce sont en train de les priver des avantages liés à la compétition internationale.

Le gouvernement américain a aussi joué un rôle important dans le développement des marchés financiers américains, en accordant des crédits directement ou à travers des entreprises gouvernementales, et en garantissant le quart de l'emprunt et même plus. L'institution créée par le gouvernement américain, Fannie Mae, qui accorde des prêts hypothécaires à la classe moyenne américaine, a aidé à faire baisser le taux de ces prêts, faisant ainsi des EU l'un des pays qui possède le plus grand nombre de propriétaires de logement privés, proportionnellement à la population. L'Administration des petites entreprises a fourni les capitaux nécessaires aux petites entreprises – certaines d'entre elles, comme la 'Federal Express', sont devenues aujourd'hui de très grandes structures. Aujourd'hui les prêts étudiants du gouvernement fédéral américain sont essentiels pour assurer que tous les jeunes Américains ont accès à des études supérieures, de la même façon qu'hier le gouvernement aidait financièrement les citoyens à avoir accès à l'électricité.

Les Américains ont pu faire occasionnellement l'expérience de l'idéologie de l'économie de marché et de la libéralisation, parfois avec des résultats désastreux. La déréglementation de l'ex-président Reagan des établissements d'épargne et de crédit a conduit des institutions financières à la

faillite, ce qui contribua à son tour à la récession de 1991.

On doit adresser un message différent aux autorités mexicaines, brésiliennes, indiennes et à celles des autres états émergents : n'essayez pas d'atteindre une économie de marché mythique qui n'a jamais existé. N'écoutez pas les panégyristes américains intéressés : bien qu'ils prêchent la liberté des marchés, de retour au bercail, ils se reposent sur le gouvernement pour faire progresser leurs objectifs.

Au lieu de cela, les économies en développement doivent considérer soigneusement non pas ce que les US disent, mais ce qu'ils ont fait pendant toutes ces années passées avant d'émerger comme puissance industrielle et ce qu'ils font actuellement. Il existe de remarquables similarités entre ces politiques et les mesures adoptées pendant ces deux dernières décennies par les économies extrême-orientales couronnées de succès.

****

**coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.*